



Commune de  
**Faverges-Seythenex**

DATE DE LA CONVOCAATION

Le 22 Septembre 2022

NOMBRE DE CONSEILLERS

- en exercice : 33  
- présents : 28  
- représentés : 4  
- absents ou excusés : 1  
- votants : 32

Acte certifié exécutoire par le  
maire compte-tenu :

Du dépôt en Préfecture le

De la publication le

**DELIBERATION n° Del.2022-IX-108**  
**DU**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2022**

**PRESENTS** : Jacques DALEX, *Maire*,  
Jeannie TREMBLAY-GUETTET, Claude GAILLARD, Martine BRASSOUD,  
Georges VIGNIER, Christine DUMONT-THIOLLIERE, Martine  
BEAUMONT, Marc BRACHET, Brigitte BOISSON, *adjoints au maire*,  
Julien PORTIER, Florence GONZALES, Jean-Pierre PORTIER, Michèle  
TARDIVET-MERCIER, Mohammed FAYEK, Bernard PAJANI, Liliane  
THORENS, Gilles ANDREVON, Agnès BALLIEU, Dominique GOUSSARD,  
David DUNAND-CHATELLET, Christiane LECUYER, Anne-Marie  
BERNARD, Olivier TISSOT-DUPONT, Julie DENAMBRIDE, Damien  
VACHERAND-DENAND, Charline MAURICE, Yves CREPEL, Catherine  
FRANCOIS, *conseillers municipaux*.

**ABSENT REPRESENTE PAR POUVOIR** : Michel VOISIN a donné pouvoir à  
Michèle TARDIVET-MERCIER, François HUSAK a donné pouvoir à Julien  
PORTIER, Véronique BOUCHET a donné pouvoir à David DUNAND-  
CHATELLET, Séverine DESSUISE a donné pouvoir à Charline MAURICE

**ABSENTS** : Sophie FERNANDEZ

**Secrétaire de Séance** : Bernard PAJANI,

**Mise à jour de la composition de la commission municipale  
« Urbanisme »**

Monsieur le Maire rappelle la délibération n°Del.2021-X-153bis du 17 Novembre 2021 et demande à l'Assemblée de bien vouloir procéder à la mise à jour de la composition de la commission municipale "Urbanisme".

En effet, il convient de remplacer un membre de la liste minoritaire "Une énergie nouvelle" par un membre de liste minoritaire " Une énergie nouvelle " afin d'équilibrer la composition de cette commission par 8 membres de la liste majoritaire "Envie commune", 2 membres de la liste minoritaire "Une Energie nouvelle" et 2 membres de la liste minoritaire "Rassembler et Agir".

M. le Maire propose qu'en application de l'article L.2121-21 du Code Général des collectivités territoriales complété par la loi n° 2004-809 6<sup>ème</sup> alinéa du 13/08/2004 relative au libertés et responsabilités locales, il soit procédé à cette désignation par un vote à main levée si le conseil municipal en décide à l'unanimité. Dans le cas contraire, il sera procédé à un vote à bulletin secret. Suite à la démission de Monsieur Jean-Claude TISSOT-ROSSET, il est proposé de le remplacer par Monsieur Olivier TISSOT-DUPONT .

La commission sera alors composée : de Marc BRACHET, Gilles ANDREVON, Véronique BOUCHET, David DUNAND-CHATELLET, Mohammed FAYEK, François HUSAK , Jean-Pierre PORTIER, et Julien PORTIER, pour la liste majoritaire "Envie commune", Anne-Marie BERNARD et Olivier TISSOT-DUPONT pour la liste minoritaire "Une Energie nouvelle", Yves CREPEL et Catherine FRANÇOIS pour la liste minoritaire "Rassembler et Agir".

**Par conséquent, Il est demandé au Conseil Municipal :**

- ✚ De remplacer le poste vacant par Monsieur Olivier TISSOT-DUPONT .
- ✚ De procéder à l'élection de ce membre par scrutin public à main levée
- ✚ D'autoriser le Maire ou, en cas d'empêchement, un adjoint ayant cette délégation, à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Ceci exposé, et après avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal approuve :**

- ✚ De remplacer le poste vacant par Monsieur Olivier TISSOT-DUPONT .
- ✚ De procéder à l'élection de ce membre par scrutin public à main levée
- ✚ D'autoriser le Maire ou, en cas d'empêchement, un adjoint ayant cette délégation, à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Le Secrétaire de séance,  
Bernard PAJANI**



**Le Maire,  
Jacques DALEX**



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de la plus tardive des dates suivantes :

- date de réception en Préfecture d'Annecy ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;

deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai